

CLAUDE PHILIFERT

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE
DE LA RÉGION DE LYON

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DE CHAMBERY

"ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY"
5 bis avenue de la Visitation
74000 ANNECY

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 SEPTEMBRE 2024
RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

CLAUDE PHILIFERT

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE
DE LA RÉGION DE LYON

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DE CHAMBÉRY

"ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY"
5 bis avenue de la Visitation
74000 ANNECY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

"ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY"

5 bis avenue de la Visitation
74000 ANNECY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux membres du conseil d'administration de l'"association diocésaine d'Annecy",

1° - Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'"ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2° - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

3° - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

J'ai procédé à l'examen :

- des règles et principes comptables suivis par votre association notamment pour ce qui concerne la correcte application du plan comptable spécifique aux diocèses de France défini par la Conférence des Evêques de France,
- des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5° - Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de votre trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels communiqués aux administrateurs.

6° - Responsabilités des organes de direction et des personnes constituant le gouvernement "d'entreprise" relatives aux comptes annuels

Il appartient aux organes de direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux organes de direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Evêque et votre trésorier en collaboration avec le conseil économique diocésain.

7° - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

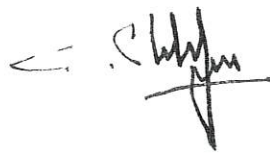
Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les organes de direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par les organes de direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Bourget-du-Lac, le 13 septembre 2024
Le commissaire aux comptes
C. PHILIFERT



ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY

BILAN AU
31/12/2023

	BRUT	Amortis. & Provisions	Net au 31/12/2023	2022
ACTIF				
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets et droits similaires	33 291,91	33 291,91	-	-
Autres immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 291,91	33 291,91	-	-
Terrains	2 812 648,28	106 598,52	2 706 049,76	2 631 906,76
Constructions	42 661 035,75	29 109 676,92	13 551 358,83	13 856 023,54
Oeuvres d'Art, Instal. Gale et Agencé divers	2 679 246,05	2 451 502,61	227 743,44	185 389,65
Autres immobilisations corporelles	2 310 919,44	2 090 806,75	220 112,69	232 630,23
Immobilisations en cours	704 256,10	-	704 256,10	194 057,80
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	51 168 105,62	33 758 584,80	17 409 520,82	17 100 007,98
BIENS RECUS/ LEGS OU DONATIONS POUR ETRE CEDES	910 308,33	-	910 308,33	442 223,20
Titres immobilisés, participations	13 609 054,13	217 783,16	13 391 270,97	18 881 913,80
Prêts	76 224,51	76 224,51	-	-
Autres Immobilisations financières	803 114,66	-	803 114,66	804 428,95
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	14 488 393,30	294 007,67	14 194 385,63	19 686 342,75
ACTIF IMMOBILISE	66 600 099,16	34 085 884,38	32 514 214,78	37 228 573,93
Créances sur parties liés / Chantiers Diocésains	148 285,04	-	148 285,04	154 925,65
Autres Créances	12 238,73	-	12 238,73	127,94
Débiteurs divers	427 703,34	-	427 703,34	415 351,99
Produits à recevoir	518 233,50	30 456,54	487 776,96	486 822,91
Charges constatées d'avances	47 927,15	-	47 927,15	55 702,32
ACTIF CIRCULANT	1 154 387,76	30 456,54	1 123 931,22	1 112 930,81
Valeurs mobilières de placement	39 310 994,81	814 089,17	38 496 905,64	36 732 628,84
Disponibilités	18 062 566,77	-	18 062 566,77	12 215 630,86
TRESORERIE	57 373 561,58	814 089,17	56 559 472,41	48 948 259,70
TOTAL GENERAL	125 128 048,50	34 930 430,09	90 197 618,41	87 289 764,44
PASSIF				
Fonds associatifs			75 435 007,40	74 907 638,79
Compte extourne établissements			-	-
Report à nouveau			-	-
Résultat de l'exercice			1 525 361,95	167 368,61
SITUATION NETTE			76 960 369,35	75 075 007,40
Subventions d'Investissement			-	30 198,00
CAPITAUX PROPRES			76 960 369,35	75 105 205,40
FONDS DEDIES			3 466 624,40	3 008 902,78
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			209 713,99	248 651,81
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit			-	-
Emprunts et dettes financières divers			624 021,53	461 027,49
Dépôts Chantiers Diocésains			825 446,26	818 939,29
DETTES FINANCIERES			1 449 467,79	1 279 966,78
Dettes fiscales et sociales			485 027,99	513 844,76
Dettes sur immob. et comptes rattachés			6 665,51	16 123,86
Fournisseurs et Comptes rattachés			161 896,91	92 030,62
Legs et donations en cours			-	-
Autres dettes			1 343 369,12	1 223 207,78
Messes			6 081 756,32	5 795 930,46
DETTES DIVERSES			8 078 715,85	7 641 137,48
Produits constatés d'avance			32 727,03	5 900,19
DETTES			9 560 910,67	8 927 004,45
TOTAL GENERAL			90 197 618,41	87 289 764,44

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY

RESULTAT AU

31/12/2023

RUBRIQUES	2023	2022
Collecte Denier de l'Eglise	3 082 825,17	3 199 595,78
Contribution & Besoin du Diocèse	10 331,13	10 323,86
Casuel	602 255,14	641 395,83
Quêtes, Collectes diverses	2 541 051,90	2 413 917,82
Cierges de Dévotion	653 506,34	648 836,53
Autres produits sur Legs et Donations, Assurance vie	2 425 712,69	366 715,56
Autres Dons et Cotisations	424 710,88	396 217,01
TOTAL DES DONS	9 740 393,25	7 677 002,39
Catéchèse & Aumonerie	158 424,65	167 858,22
Remboursements de Frais, Produits manifestations	484 105,71	426 590,84
Pèlerinages	649 370,06	391 682,12
Journaux et Cessions Diverses	126 759,37	131 308,59
Bulletins Paroissiaux	114 255,74	124 853,56
Loyers & Fermages	871 565,86	859 185,15
Subventions Recues	39 562,16	13 301,00
Reprise de provisions et transferts de charges	487 074,45	382 880,68
TOTAL DES AUTRES RESSOURCES	2 931 118,00	2 497 660,16
Achats de consommables	- 651 925,33	- 635 457,47
Energies	- 1 014 496,38	- 901 401,24
Journaux	- 87 753,16	- 68 822,88
Bulletins Paroissiaux	- 133 990,76	- 159 154,53
Services Extérieurs	- 2 026 181,47	- 1 583 084,17
Autres services Extérieurs	- 1 335 528,55	- 1 159 793,13
Frais sur titres	- 136 334,19	- 120 277,91
Pèlerinages	- 502 707,37	- 315 749,41
Catéchèse & Aumonerie	- 104 472,85	- 99 323,57
Impôts et taxes	- 400 739,12	- 367 317,00
Traitements et cotisations sociales du clergé	- 1 126 498,20	- 1 044 311,33
Salaires et Ch. sociales des Laïcs administratif	- 1 596 323,27	- 1 371 720,51
Salaires et Ch. sociales des Laïcs CME	- 1 071 334,96	- 973 067,17
Subventions versées	- 74 954,72	- 59 703,00
Subventions Mouvements	- 17 900,00	- 14 200,00
Subventions Communication	- 205 570,00	- 208 070,00
Subventions Associations liées & autres	- 299 000,00	- 282 000,00
Autres Charges de gestion courante	- 74 168,88	- 110 584,59
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	- 10 859 879,21	- 9 474 037,91
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT AVANT AMORT.	1 811 632,04	700 624,64

Dotations aux Amortissements	- 1 173 429,74	- 1 189 859,66
Dotations aux provisions	- 46 756,94	- 47 544,79
Dotations dépréciation actifs reçus / legs ou donations	- -	- -
TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	- 1 220 186,68	- 1 237 404,45
Utilisation des ressources affectées sur exercices antérieurs	248 221,71	892 519,40
Engagements à réaliser sur ressources affectées	- 703 859,98	- 256 342,50
RESULTAT D'EXPLOITATION	135 807,09	99 397,09
Produits des Placements	1 300 089,99	1 421 762,04
Autres Produits financiers	117 812,23	58 218,56
Reprise de provisions pour dépréciations financières	522 385,45	-
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	1 940 287,67	1 479 980,60
Intérêts des emprunts bancaires et charges assimilées	- 11 542,73	- 9 034,72
Autres charges financières	- 351 784,09	- 370 290,49
Dotations provisions dépréciations financières	- 217 783,16	- 1 229 271,90
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	- 581 109,98	- 1 608 597,11
RESULTAT FINANCIER	1 359 177,69	- 128 616,51
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 494 984,78	- 29 219,42
Produits de cessions des actifs immobilisés	229 790,00	323 592,50
Produits de cessions immo reçues / legs ou donations	7 957,00	615 692,63
Autres produits exceptionnels	77 306,12	37 749,00
Reprise sur Amort. et provisions exceptionnels	- -	- -
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	315 053,12	977 034,13
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	- 20 458,15	- 15 004,27
Immo reçues par legs ou donations	- 7 554,20	- 477 487,95
Autres Charges exceptionnelles	- 100 895,40	- 148 430,88
Dotations provisions et amortissements exceptionnels	- -	- -
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	- 128 907,75	- 640 923,10
RESULTAT EXCEPTIONNEL	186 145,37	336 111,03
Impôts sur les sociétés des associations	- 155 768,20	- 139 523,00
TOTAL CHARGES	- 13 649 711,80	- 13 356 828,07
TOTAL PRODUITS	15 175 073,75	13 524 196,68
EXCEDENT OU DEFICIT	1 525 361,95	167 368,61

ANNEXE COMPTABLE

31/12/2023

ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY

1 - INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1-1 Description de l'objet social

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sur le Diocèse d'Annecy, sous l'autorité de l'Evêque en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'autorité de l'Eglise Catholique. L'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

- L'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle juge opportun d'avoir à sa disposition, en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse d'Annecy,
- L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés et infirmes,
- Pourvoir au traitement d'activité et éventuellement de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise.

1-2 Faits significatifs de l'exercice n-1

- L'année 2022 a été marquée par la nomination d'un nouvel évêque.
- Reprise de l'activité des pèlerinages, notamment celui de Lourdes
- Un nouveau système de calcul de la contribution des paroisses a été mis en place. Les quêtes mensuelles Denier, la part prélevée sur les quêtes paroissiales, et la part destinée au Diocèse sur le casuel disparaissent. En contrepartie un nouveau calcul d'assiette a été déterminé pour donner un taux de répartition pour chaque paroisse. Ces taux s'appliquent sur un montant budgété, qui est ainsi réparti entre toutes les paroisses. Cette participation est un produit qui s'établit à 1 000 000 euros au titre de l'exercice 2022 pour la Curie et une charge pour les paroisses, elle s'annule au niveau des états financiers de l'AD.

1-3 Faits significatifs de l'exercice

- Changement d'Econome Diocésain en avril 2023 : Après 17ans à son poste, l'économe diocésain sortant part à la retraite et un nouvel économe est recruté en externe.
- Changement de Responsable des Comptabilités : après 32 ans de fonctions au sein du service comptable du Diocèse d'Annecy, la responsable des comptabilités sortante part à la retraite. Pendant ces 32 ans, elle aura très fortement contribué au développement du service de l'Economat. Un comptable de son équipe ayant 2 ans d'ancienneté au sein du Diocèse d'Annecy lui succède.
- Création de poste et recrutement d'un Responsable Technique pour le Patrimoine Immobilier
- Changement de Responsable Juridique & Immobilier : Démission pour mobilité géographique de la Responsable Juridique sortante, recrutement en externe d'une nouvelle Responsable Juridique & Immobilier
- Recrutement d'une nouvelle comptable après 7 mois de recherche
- Recrutement d'une nouvelle Chancelière (poste précédemment occupé par la Responsable Juridique & Immobilier)

- Changement de statut de l'ADA et transmission à la préfecture de la liste des lieux de cultes de l'ADA suite à l'application de la loi CRPR (Confortant le Respect des Principes de la République)
- 115 salariés, 19 embauches, 16 sorties, 7 mobilités internes
- Rupture du contrat liant le prestataire informatique R2C au Diocèse d'Annecy, après 13 ans de prestation.
- Arrêt maladie de 2 mois en 2023 de la nouvelle Responsable des Comptabilités
- Changement de convention interne du Crédit Agricole générant de nombreux dysfonctionnements sur la connexion et l'utilisation des comptes bancaires
- Mise en place de paniers de quête électroniques et de bornes de don électroniques
- Choc de simplification engagé en 2023 sur les placements financiers (réduction du nombre d'écritures comptables et d'établissements financiers liés à l'ADA)
- Lancement des travaux au R2 de l'Evêché
- Lancement des travaux de rénovation du presbytère de Vongy
- Cotation Fond Selam (200 K€ en 2023)
- Abandon du projet de réhabilitation de la Maison Notre Dame
- 1^{ère} lettre pastorale de Mgr Le Saux en tant qu'Evêque d'Annecy
- Participation à Kerygma (inscriptions subventionnées par l'ADA, 1^{er} diocèse représenté en nombre de participants)
- Augmentation du nombre des catéchumènes
- Legs importants

1-4 Evènements postérieurs à la clôture

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'association au 31/12/2023 ont été arrêtés sans aucun ajustement.

Par ailleurs, il n'a pas été relevé d'autres incertitudes significatives qui empêcheraient l'association de poursuivre son objet social.

2 – REGLES ET PRINCIPES GENERAUX APPLIQUES

2-1 Règles générales

Les états financiers ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06, du 5 décembre 2018, à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- image fidèle,
- régularité et sincérité,
- indépendance des exercices,

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La présente annexe aux comptes annuels de l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2023 comporte les éléments d'informations complémentaires au bilan dont le total s'établit à 90 197 618.67 euros, au compte de résultat qui se solde par un excédent de 1 525 361.95 euros.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils ont une importance significative.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2-2 Changements liés à la réglementation comptable

Il avait été mis en application, à compter du 1^{er} janvier 2020, le nouveau règlement comptable applicable aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La mise en place de ce nouveau règlement avait impacté :

- La présentation des fonds propres de l'association
- La présentation des fonds dédiés
- La présentation des comptes de produits

A noter, en conformité avec ce même règlement les mouvements concernant les fonds dédiés, qui étaient présentés au titre des opérations exceptionnelles, ont été remontés au niveau de l'exploitation en 2023.

2-3 Méthodes d'évaluation

2.3.1. Actif immobilisé :

Conformément à l'avis 2005D du Comité d'urgence du CNC, il est appliqué la mesure de simplification et il est conservé comme durée d'amortissement des immobilisations non décomposables à l'origine la durée d'usage.

Pour les constructions, une répartition forfaitaire entre les différentes natures de travaux a été retenue :

	Aumôneries et locaux paroissiaux	Local commercial	Logements	Eglise
Gros œuvre	70%	55 %	50%	75%
Toiture façade	10%	15%	15%	15%
Electricité plomberie	10%	20%	20%	5%
Agencements	10%	10%	15%	5%

L'amortissement économique des immobilisations corporelles est établi selon le mode linéaire.

Les principales durées d'utilisation retenues sont :

- logiciels : 1 an
- constructions :

	Aumôneries et locaux paroissiaux	Local commercial	Logements	Eglise
Gros œuvre	40 ans	55 ans	60 ans	50 ans
Toiture façade	30 ans	25 ans	30 ans	30 ans
Electricité plomberie	15 ans	15 ans	15 ans	20 ans
Agencements	10 ans	5 ans	10 ans	20 ans

Toutefois, pour les bâtiments anciens, lorsque la répartition est difficile une durée moyenne d'amortissement de 15 ans est retenue.

- aménagements des constructions : 15 ans
- installations et agencements bâtiments : 10 ans
- matériel de transport, de bureau, d'entretien, et électro-ménager : 5 ans
- matériel informatique : 3 ans
- mobilier : 10 ans

2.3.2 Actif circulant :

Les éléments de l'actif circulant sont inscrits pour leur valeur nominale, sous déduction le cas échéant, des provisions destinées à les ramener à leur valeur actuelle.

2.3.3. Subventions d'investissements :

Les subventions d'investissements correspondent aux subventions reçues de la DRAC, destinées au financement des travaux immobilisés sur des biens classés (Eglise du plateau d'Assy).

Elles font l'objet de reprise au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement du bien concerné.

2.3.4. Fonds dédiés :

Ils enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, et les fonds reportés sur les legs et donations non encore encaissés.

2.3.5. Provisions pour risques et charges :

Elles sont estimées en fonction des données connues de l'association à la date de clôture de l'exercice.

Elles concernent essentiellement les indemnités de fin de carrière.

3 – COMPARABILITE DES COMPTES ANNUELS

Les comptes présentés ont été établis conformément au plan comptable des diocèses de France et respectent les recommandations de la Conférence des Evêques de France. En particulier, la structure juridique de l'Association Diocésaine s'appuie à la fois sur les règles de droit civil et de droit canonique suivant les dispositions de l'article 2 des statuts.

COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

4 - ACTIF IMMOBILISE

4.1. Valeurs brutes :

4.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les logiciels.

4.1.2. Mouvements des postes de l'actif immobilisé

RUBRIQUES	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	33 291,91 €			33 291,91 €
Immobilisations corporelles	49 559 504,52 €	997 551,87 €	93 206,87 €	50 463 849,52 €
Immobilisations en cours	194 057,80 €	823 570,27 €	313 371,97 €	704 256,10 €
Biens reçus / legs pour être cédés	442 223,20 €	475 639,33 €	7 554,20 €	910 308,33 €
Immobilisations financières	19 762 567,26 €		5 274 173,96 €	14 488 393,30 €
TOTAL	69 991 644,69 €	2 296 761,47 €	5 688 307,00 €	66 600 099,16 €

4.1.3 Filiales et participations

Renseignements globaux sur les filiales et participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Valeur comptable des titres détenus Brute Nette	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
FILIALES : Alpes 74	2 561 €			
Françaises	2 561 €		31 792 € Au 31/08/23	

4.2. Amortissements

4.2.1. Variation des amortissements

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements en début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur sorties d'actif	Amortissements à la fin de l'exercice
Autres immobilisations incorporelles	33 291,91 €			33 291,91 €
Immobilisations corporelles	32 653 554,33 €	1 173 429,74 €	68 399,28 €	33 758 584,79 €
TOTAL	32 686 846,24 €	1 173 429,74 €	68 399,28 €	33 791 876,70 €

5 – ACTIF CIRCULANT :

Etat des échéances des créances

CREANCES	Montant brut	A - 1 an	A+1 an
Créances de l'actif immobilisé	101 129,17 €	1 314,29 €	99 814,88 €
Créances de l'actif circulant :			
Clients rattachés			
Autres créances	1 106 460,61 €	1 106 460,61 €	
Charges constatées d'avance	47 927,15 €	47 927,15 €	
TOTAL	1 255 516,93 €	1 155 702,05 €	99 814,88 €

6 – CAPITAUX PROPRES

6.1. Fonds dédiés

	Montants au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montants à la fin de l'exercice
FONDS DEDIES				
Fonds reportés sur legs et donation	703 386,43 €	645 036,81 €	180 649,10 €	1 167 774,14 €
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité	2 305 516,35 €	58 823,17	65 489,26 €	2 298 850,26 €
TOTAL	3 008 902,78 €	703 859,98 €	246 138,36 €	3 466 624,40 €

6.2. Provisions :

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>				
Provision pour pensions et obligations similaires	248 651,81 €	35 070,48 €	74 008,30 €	209 713,99 €
Provision autres charges	0,00 €			0,00 €
	248 651,81 €	35 070,48 €	74 008,30 €	209 713,99 €
<u>PROVISION POUR DEPRECIATIONS</u>				
Provision sur immobilisations financières	76 224,51 €			76 224,51 €
Provision sur créances	21 263,16 €	11 686,46 €	2 493,08 €	30 456,54 €
Provision sur valeurs mobilières de placement	1 336 474,62 €		522 385,45 €	814 089,17 €
Provision sur titres participations (SCPI)	0,00 €	217 783,16 €		217 783,16 €
	1 433 962,29 €	11 686,46 €	524 878,53 €	920 770,22 €
TOTAL		46 756,94 €	598 886,83 €	1 130 484,21 €

7 - DETTES

7.1. Etat des échéances des dettes

	Montant brut	A - 1 an	De 1 à 5 ans	A + 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	1 449 467,79 €		1 449 467,79 €	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	168 562,42 €	168 562,42 €		
Dettes fiscales et sociales	485 027,99 €	485 027,99 €		
Autres dettes	7 425 125,44 €	7 425 125,44 €		
Produits constatés d'avance	32 727,03 €	32 727,03 €		
TOTAL	9 560 910,67 €	8 111 442,88 €	1 449 467,79 €	0,00 €

La provision pour charges sociales sur congés payés est incluse sous la rubrique « dettes fiscales et sociales » pour 102 422.94 euros.

8 - ENGAGEMENTS FINANCIERS

8.1. Engagements reçus :

Caution de loyer 15 784.16 €

8.2. Plus-values latentes sur valeurs mobilières 3 852 325.27 €

8.3 Indemnités départ retraite

Elles sont comptabilisées en provision pour risques

Elles s'établissent au 31 décembre 2023 à 209 713.99 €

8.4 Engagements donnés

Contribution au fonds SELAM 574 000.00 €

9 – AUTRES INFORMATIONS DIVERSES

Charges à payer	624 557.26 €
Dont intérêts à verser	246 422.84 €
 Produits à recevoir	 518 233.50 €
 Charges constatées d'avance	
- Fournitures, maintenance, documentation ...	47 927.15 €
 Produits constatés d'avance	
- Pèlerinages, locations, sessions ...	32 727.03 €

COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

Transferts de charges

- Remboursements consommables	119 937.15 €
- Remboursements d'assurances	41 462.24 €
- Remboursement affranchissements/téléphone	1 335.66 €
- Remboursement charges locatives	160 119.61 €
- Remboursement charges diverses	33 056.48 €
- Remboursement informatique	324.06 €
- Remboursement impôts et taxes	35 417.69 €
- Remboursement traitements et cotisations prêtres	5743.00 €
- Avantages en nature	6 475.23 €
- Complément indemnités journalières	6 701.95 €
- Remboursements divers s/ charges salariales	0 €

Legs

PRODUITS		MONTANTS
754311	Assurances-vie	812 671,32 €
754321	Legs ou donations	1 611 371,62 €
754331	Autres produits sur legs et don	1 669,75 €
775400	Cession Immob reçues en legs	7 957,00 €
789100	Utilisation fonds reportés sur legs	158 143,55 €
CHARGES		
653100	Autres charges sur legs et don	28 614,53 €
675400	Val nette comptable Immob reçues legs	7 554,20 €
689100	Reports en fonds reportés sur legs	645 036,81 €
SOLDE RUBRIQUE		1 910 607,70 €

Charges exceptionnelles

- Valeurs comptables immobilisations cédées	20 458.15 €
- Valeurs comptables immob. reçues par legs	7 554.20 €
- Divers	100 000.00 €

Produits Exceptionnels

- Produits cession éléments actif immobilisés	229 790.00 €
- Produits cessions immob. reçues par legs	7 957.00 €
- Divers	77 306.12 €

CLAUDE PHILIFERT

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE
DE LA RÉGION DE LYON

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DE CHAMBERY

"ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY"
5 bis avenue de la Visitation
74000 ANNECY

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE
A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

"ASSOCIATION DIOCESAINE D'ANNECY"

5 bis avenue de la Visitation
74000 ANNECY

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE
A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Aux membres du conseil d'"administration de l'association diocésaine d'Annecy",

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en oeuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Le Bourget-du-Lac, le 13 septembre 2024
Le commissaire aux comptes


C. PHILIFERT